



Communiqué de presse

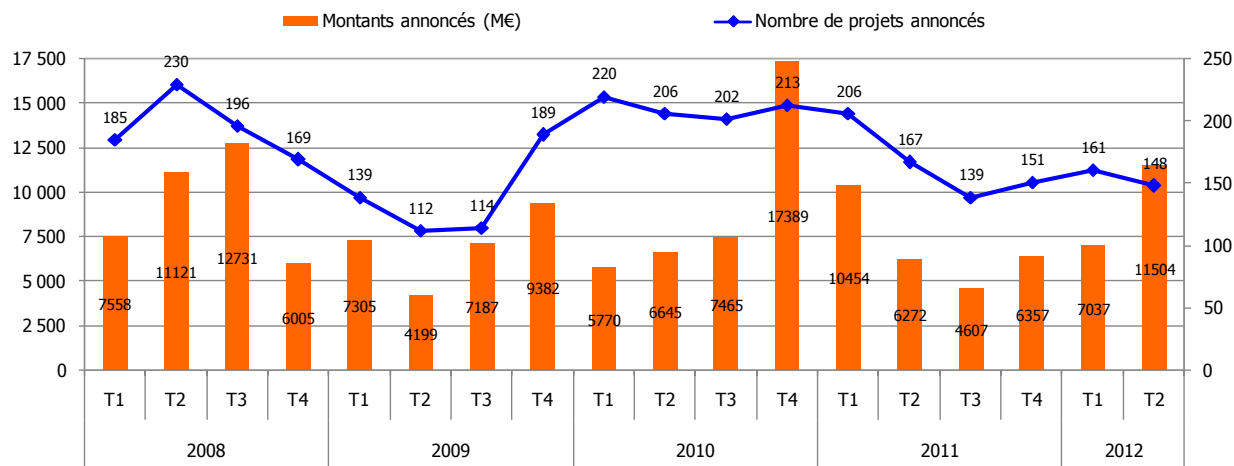
Observatoire ANIMA-MIPO des Investissements et Partenariats en Méditerranée Bilan au premier semestre 2012

L'année 2012, marquée par un climat politique toujours très tendu dans plusieurs pays MED et la poursuite de la crise des pays de la zone euro, se traduit par un bilan morose de l'investissement direct étranger (IDE) au sud de la Méditerranée. Les annonces d'investissement stagnent dans la grande majorité des pays du Maghreb et du Machrek au cours du premier semestre 2012 (S1 2012). Elles se maintiennent en Israël et explosent en Turquie, après une déjà très bonne année 2011.

Les annonces de projets d'investissement proches de leur niveau de début de crise, les partenariats redémarrent

Après une année 2011 en berne (-21% en nombre de projets annoncés, et -27% en montants), le nombre de projets d'IDE détectés au cours des deux premiers trimestres 2012 progresse peu. D'après l'Observatoire ANIMA-MIPO des investissements et partenariats en Méditerranée, **le nombre d'annonces de projets d'IDE dans les pays MED¹ diminue de 17% par rapport à la même période 2011**, avec 309 projets détectés au cours des six premiers mois 2012, contre 373 l'année précédente. **Les montants d'investissement sont en revanche en légère hausse, avec près de 19 milliards d'euros (Md€) annoncés en 6 mois** contre environ 17 Md€ au cours du premier semestre l'année 2011 (+11%, voir Figure 1). Les montants annoncés se situent ainsi à leur niveau de 2008, année où la région subissait les premiers effets de la crise.

*Figure 1 : nombre de projets et montants d'IDE annoncés par trimestre de 2008 à 2012
(en millions d'euros, source : ANIMA-MIPO)*



Les projets de partenariat² d'entreprises connaissent pour leur part une hausse non négligeable, avec 258 projets détectés au cours des deux premiers trimestres 2012 contre 178 pour la même période en 2011, et retrouvent ainsi leur niveau record de 2010.

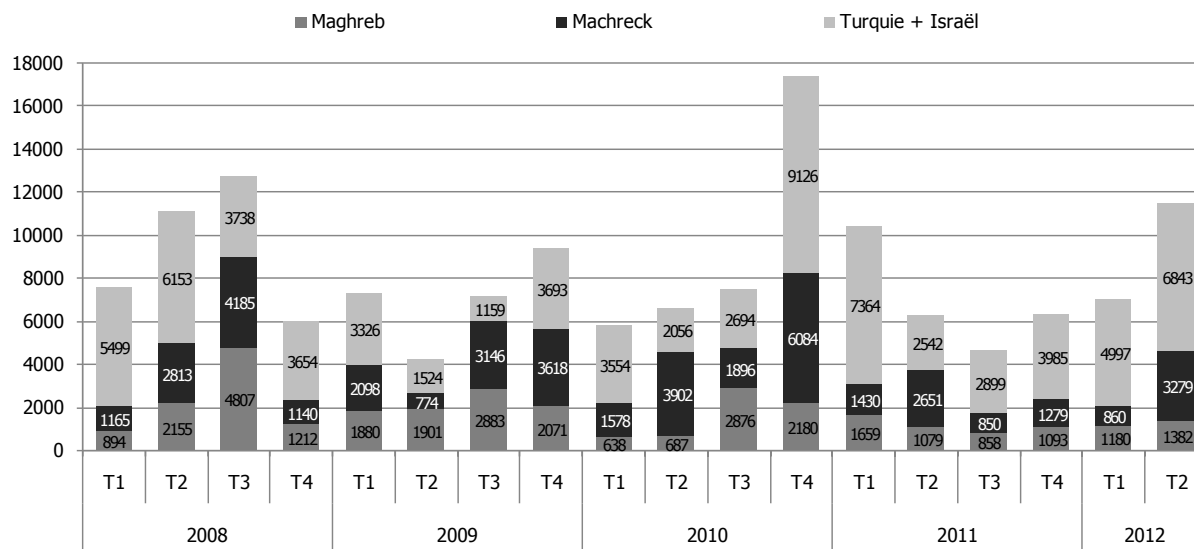
¹ Les 11 pays du voisinage européen, soit 9 pays partenaires méditerranéens de l'UE (Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Autorité Palestinienne, Syrie, Tunisie), un pays avec le statut d'Observateur (Libye) et un pays en voie d'adhésion, la Turquie. Malte et Chypre ont rejoint l'Union en mai 2004.

² Définis comme des projets où une entreprise étrangère se rapproche d'un marché domestique, soit à travers un partenaire identifié, soit en ouvrant une représentation locale (agence, réseau, etc.).



Cette évolution régionale est en réalité la somme de tendances très diverses au sein des pays arabes (**Maghreb et Machreck**) d'une part, et en **Turquie et Israël** d'autre part (Figure 2).

Figure 2 : montants annoncés d'IDE par sous-région et par trimestre, 2008-2012
(en millions d'euros, source : ANIMA-MIPO)



Les investisseurs étrangers restent prudents au Maghreb, le Maroc tire son épingle du jeu

C'est à peu près le statu quo dans les pays du Maghreb.

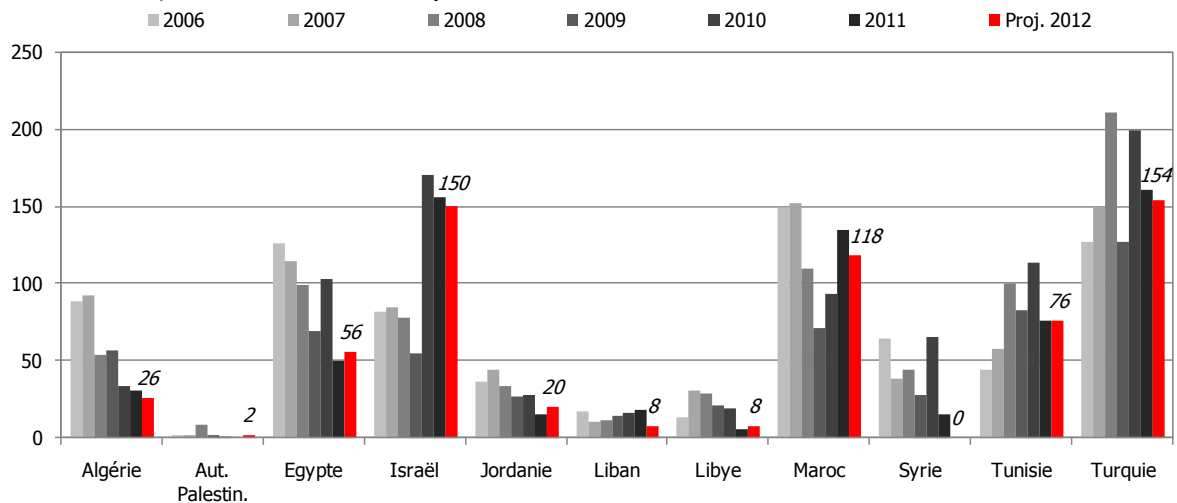
En **Algérie** tout d'abord, le nombre de projets annoncés reste stable (13 projets détectés au premier semestre 2012, voir Figure 3). Malgré les appels du secteur privé, qui juge la loi des 49/51 « trop générale et figée » à l'instar du Forum des chefs d'entreprises (FCE), les autorités algériennes ne donnent guère de signaux encourageants quant à l'amélioration du cadre de l'investissement étranger (la législation sur le change a d'ailleurs été durcie en août 2012). Certains représentants du patronat semblent cependant vouloir donner crédit au gouvernement nommé en septembre 2012 pour mettre en place les réformes demandées en faveur du secteur privé.

La **Tunisie** reste pour sa part confrontée à des défis de taille et doit regagner la confiance, tant sur le plan politique qu'économique. Le nombre d'annonces d'IDE au premier semestre 2012 est quasiment identique à celui de 2011 : les investisseurs n'ont pas déserté le terrain après la révolution, mais ils ne se bousculent pas non plus, ou choisissent des formes d'implication moins fortes (35 projets de partenariats en 6 mois, soit autant qu'au S1 2010). La FIPA confirmait récemment un niveau d'investissement étranger 2012 comparable à celui d'avant révolution (2010) pour les 8 premiers mois de l'année, alors qu'un nouveau code de l'investissement est en préparation.

En **Libye**, les bouleversements politiques de 2011 et les tensions malheureusement toujours vives en 2012 n'ont pour l'instant pas permis de réel décollage des intentions d'investissement. Le pays souffre d'un climat des affaires toujours difficile et d'un cadre de l'investissement peu attractif (participation étrangère limitée à 65%, existence de restrictions sectorielles et complexité du dispositif réglementaire et fiscal). Les entreprises étrangères souhaitent néanmoins se positionner sur ce marché prometteur : pas moins de 17 partenariats ont été détectés au cours des 6 premiers mois de l'année 2012, un record depuis la création de l'observatoire ANIMA-MIPO. Ces projets concernent pour l'essentiel d'ouverture de liaisons aériennes, mais également l'implantation de bureaux de représentation dans les secteurs des services aux entreprises, du tourisme et de la restauration notamment.

Le **Maroc** continue quant à lui à renforcer son attractivité, tout du moins par rapport à ses voisins maghrébins. Le nombre de projets annoncés au cours des six premiers mois de 2012 reste quasiment en ligne avec la relativement bonne performance de 2011, et les montants annoncés remontent, laissant présager un bon cru 2012 de l'investissement étranger. La hausse des flux réels d'IDE (suivis par la CNUCED) se poursuit également. Les annonces de partenariats devraient quant à elles atteindre un niveau record (déjà plus de 70 projets annoncés au S1 2012).

Figure 3 : nombre de projets d'IDE annoncés par pays de 2003 à 2012 (hypothèse pour le second semestre 2012, source : ANIMA-MIPO)



La situation politique explique le très fort ralentissement de l'investissement étranger dans les pays du Machreck

Au Machreck, la situation dramatique de la **Syrie** se traduit par l'absence totale d'annonce d'investissement et de partenariat au cours du premier semestre 2012. Le **Liban** subit malheureusement les répercussions du conflit de son voisin syrien : seuls 4 projets d'IDE ont été détectés en 6 mois, et les partenariats diminuent de plus du tiers. Le pays conserve néanmoins une forte attractivité sur le moyen terme.

En **Egypte**, le premier semestre 2012 n'apporte pas non plus de mieux sur le plan de l'investissement étranger : 28 annonces ont été détectées en 6 mois, contre 50 au total en 2011 et environ 100 en 2010. Les montants repartent néanmoins à la hausse grâce à un gros deal signé par France Telecom, qui porte sa participation dans l'opérateur local Mobinil à 95%. La hausse des partenariats est en revanche plus encourageante, avec 23 projets détectés, un nombre comparable aux bilans 2009-2010, les meilleurs enregistrés par l'observatoire ANIMA-MIPO. La reprise de l'IDE en Egypte est une des conditions essentielles pour résoudre la crise de la dette qui menace le pays. Le gouvernement actuel déclarait fin septembre 2012 attendre « un immense flux d'investissements arabes, étrangers et égyptiens ».

La situation est en revanche plutôt à la reprise en **Jordanie**, où 10 projets d'IDE ont été annoncés au cours du premier semestre 2012. Le pays cherche à améliorer son attractivité et s'apprête à adopter une nouvelle loi sur les investissements, qui vise notamment à simplifier les procédures administratives et faciliter l'entrée des entreprises étrangères. Enfin, après le calme plat de 2011, une annonce d'investissement a été détectée en 2012 dans les **Territoires Palestiniens** : le groupe français de communication Publicis acquiert 20% de l'agence Zoom Advertising, basée à Ramallah, qui rejoint le réseau Publicis Worldwide.

Turquie et Israël attirent à eux seuls plus de la moitié des annonces de projets d'IDE en 2012

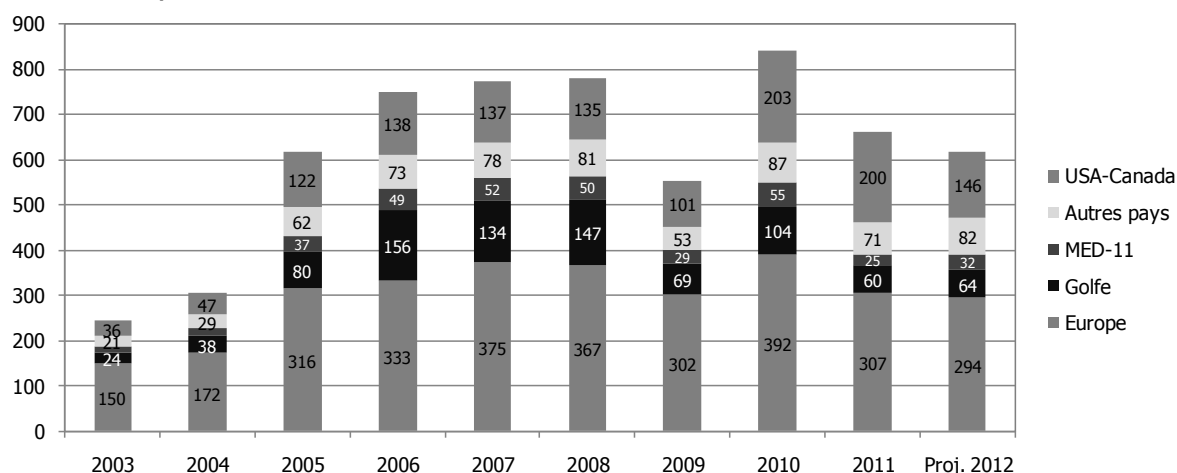
C'est la conséquence logique de l'attentisme des investisseurs dans la plupart des pays du « printemps arabe » : la Turquie et Israël attirent au cours du premier semestre 2012 un quart des partenariats annoncés dans les pays MED, mais surtout la moitié du nombre de projets d'IDE et presque les deux tiers des montants annoncés - un niveau jamais atteint depuis la création de l'observatoire ANIMA-MIPO. Si les deux pays font à peu près jeu égal en nombre de d'IDE annoncés, les projets qu'ils attirent sont en revanche très différents. En **Israël**, les investissements annoncés ont des montants plus modestes (2,5 Md€ annoncés au S1 2012 contre 9,4 Md€ pour la Turquie, un record pour le pays). Ils sont surtout le fait d'entreprises nord-américaines (deux tiers des projets en 2012), et sont à dominante technologique (également deux tiers des annonces 2012 concernent le logiciel, l'électronique et les biotechnologies). La **Turquie** accueille quant à elle un portefeuille plus orienté vers les industries productives : automobile, métallurgie et électricité. Les investisseurs sont en majorité européens. Les autorités turques ont ainsi annoncé des flux exceptionnels d'IDE : près de 7 Md€ au cours des sept premiers mois de 2012, dont 77% en provenance d'Europe. Les investisseurs issus des pays émergents sont également de plus en plus nombreux : Chine, Russie et Corée du sud sont chacun à l'origine de 3 à 5 annonces de projets au cours du S1 2012.



Les Européens restent majoritaires malgré la crise de la zone euro ; les pays émergents poursuivent leur progression

L'origine des projets d'investissement étrangers en Méditerranée change peu au premier semestre 2012 par rapport à 2011 (Figure 4). Malgré la crise, les intentions d'investissement en provenance des pays européens représentent toujours la moitié des projets annoncés dans les pays MED. Les Etats-Unis et le Canada sont quant à eux un peu moins présents, après une très bonne année 2011 : 24% des annonces en 2012, comme en 2010, contre 30% en 2011. Les parts relatives des investissements du Golfe et des pays MED restent à des niveaux bas (respectivement 10 et 5%), tandis que les intentions d'investissement en provenance des « autres pays », notamment émergents, continuent lentement mais sûrement leur progression (13% des projets annoncés, contre 11% en 2011 et 9 à 10% les années précédentes).

Figure 4. Nombre d'annonces d'IDE par région d'origine de 2003 à 2012 (hypothèse sur le second semestre 2012). Source : ANIMA-MIPO.



La rotation sectorielle enclenchée en 2011 se confirme, mais les défis restent nombreux

En 2011, la crise semble avoir favorisé les investissements dans les secteurs les plus stratégiques pour la région (agroalimentaire, médicament, industrie, distribution) et ceux parmi les plus efficaces en termes de création d'emplois (logiciels, automobile, électronique, banque). Bonne nouvelle, c'est encore le cas au premier semestre 2012 : alors que les secteurs BTP et tourisme sont absents du top 10 des secteurs qui ont attiré le plus d'annonces de projets en 2012, quatre autres y font leur entrée : les services de santé et les médias, l'automobile, les médicaments et la distribution.

Le FMI prévoit dans ses perspectives mondiales d'octobre 2012 des taux de croissance atones en 2012 et 2013 : autour 4% (sauf en Lybie où l'économie redémarre après la guerre civile), bien en-deçà du potentiel de la région. Les pays MED sont plus que jamais confrontés à la question du choix de leurs stratégies de développement économique. Les principaux défis en matière d'investissement sont probablement la création d'emplois - pas seulement dans les capitales, la montée en gamme industrielle et le renforcement des projets régionaux : l'intégration économique pourrait faire gagner plusieurs points de PIB aux pays d'Afrique du nord notamment.

L'observatoire ANIMA-MIPO (Mediterranean Investment and Partnership Observatory) créé par ANIMA Investment Network en 2003, permet à la communauté des affaires de connaître en temps réel l'ensemble des annonces d'investissements et de partenariats dirigées vers la rive sud de la Méditerranée : pays MED-11 (Algérie, Autorité palestinienne, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Syrie, Tunisie et Turquie), Chypre et Malte. www.anima.coop/mipo

ANIMA Investment Network ANIMA Investment Network est une plateforme multi-pays de développement économique de la Méditerranée. Le réseau ANIMA réunit 80 agences gouvernementales et réseaux d'affaires, de financement et d'innovation du pourtour méditerranéen. L'objectif d'ANIMA est de contribuer à une amélioration continue du climat des affaires et à la croissance de l'investissement dans la région Méditerranée. www.anima.coop

Contacts

ANIMA, T. +33(0)4 96 11 67 60

Zoé Luçon (Observatoire ANIMA-MIPO) : zoe.lucon@anima.coop

Lauriane Ammouche, Chargée de communication, lauriane.ammouche@anima.coop, +33 4 96 11 67 68